la cgt France Travail Occitanie

Tout augmente, sauf la paye
En grève le 1er décembre

Carburants, produits de première nécessité, aliments de base, loyers... Partout, la facture crève le plafond. Mais sur nos bulletin de paie, rien ne suit. Et quand le gouvernement annonce une hausse de 1,6% du smic au 1er décembre, tout ce qu'on voit, c'est le tassement des grilles de salaires et indiciaires à France Travail.

Faut que tu payes, faut que tu craches...

« Donnez nous notre plein quotidien. »

Aller bosser, se chauffer, s'autoriser un petit week-end en famille... **C'est comme si le simple fait de vivre devenait un luxe**.
On ne prend pas du poids parce qu'on mange trop mais parce qu'on mange ce qu'on arrive encore à payer.
Le logement ? Même quand on est agent·e de France Travail, ça devient **difficile de rassurer un bailleur**.
Et quand on a les dents qui se déchaussent, on y réfléchit par trois fois avant de faire l'avance de frais : les mutualistes n'ont plus de place.

Ce que nous voulons à France Travail

- de réelles **augmentations générales des salaires et des traitements** ;
- **l'arrêt des suppressions de postes** : aucun poste n'est de trop ;
- la **défense du service public de l'emploi** et de l'accompagnement des personnes privées d'emploi ;
- la **suppression du plan d'efficience** et des réorganisations qui dégradent nos conditions de travail ;
- la **réinternalisation des prestations** sous-traitées ;
- l'**abrogation** de la loi dite « plein emploi ».

1,5% aux NAO, moins que la hausse des côtisations de complémentaire santé annoncée.

Bon, que les NAO n'avaient pas permis de rattraper l'inflation, on le savait. Mais avec les négociations en cours sur la protection sociale, on commence même à voir se profiler une véritable **perte de revenus** :
La direction parle de faire **baisser la part employeur** des cotisations mutuelle alors même qu'il est aussi question de **réduire le panier de soins**. Le pire, c'est qu'il est même très probable que **la cotisation globale augmente**. Alors oui, les mutuelles, c'est aussi du salaire différé, mais quand on paye plus pour avoir moins le moment venu, c'est clairement une **baisse de salaire**.

Et si les assureurs privés se ruent sur le marché de la complémentaire santé, ce n'est pas par altruisme.

Le groupe Alan associé à Allianz vient de récupérer les contrats des actif·ves salarié·es et retraité·es de la Sécurité Sociale. Avec leurs ayant droits, ça fait 360 000 personnes : **3 milliards d'euros**.

Ce qui pour nous est un besoin, voire un droit, pour les requins du capital, c'est un marché.

Ils s'enrichissent parce que nous payons.

De l'argent, il y en a plein les coffres-forts des grands patrons et actionnaires et ce sont les ouvrier·ères, les employé·es, les technicien·nes, agent·es de maîtrise et les cadres qui le produisent par leur travail.

En 2025, les entreprise du CAC40 ont versé **72.8 milliards d'euros** de dividendes et **34,8 milliards** de rachats d'actions : **107,5 milliards d'euros** redistribués aux actionnaires. Au deuxième trimestre 2026, la France a même été championne d'Europe et numéro deux mondiale des dividendes versés : **61 milliards d'euros** en trois mois.



Et c'est nous qui devrions faire des efforts ?
54 milliards d'euros d'économies sur le dos des services publics, des assuré·es sociaux·ales et des retraité·es. A France Travail : **280 postes supprimés**

en 2025, plus de **515** en 2026 et **400** supplémentaires annoncés en 2027.

La course aux profits nourrit par ailleurs les tensions économiques entre États, qui défendent les intérêts de « leurs » capitalistes. **La COP31 d'Antalya** en est un exemple frappant : la réduction des énergies fossiles a disparu du projet final, sous la pression des pays producteurs de pétrole. Quand il faut choisir entre les profits de quelques-uns et l'avenir de toutes et tous, les puissants ont déjà choisi.

Dans bien des cas, il n'est d'ailleurs pas exclu d'aller jusqu'au conflit armé.

Attendre 2027 ? Non !

Nous ne pouvons pas simplement attendre des **élections présidentielles de 2027** qu'elles apportent du mieux. La situation à laquelle nous faisons face ne peut pas être simplifiée par *"à cause de Macron"*. Elle est avant tout le fait de la rapacité des grands patrons et des actionnaires que tous les gouvernements protègent. Ce que nous voulons, nous devons l'imposer dès maintenant :

- **un revenu qui permet de vivre dignement :** 500€ de plus sur tous nos salaires et traitements et leur indexation sur les prix;
- **des écoles, collèges, lycées où nos enfants apprennent dignement**;
- **des hôpitaux où les personnels ont les moyens** tant matériel que physique **de nous soigner dignement** ...

Echauffement le 28 novembre, montée en puissance le 1er décembre

Le samedi 28 novembre, poursuite des mobilisations de la jeunesse auxquelles celles en lien avec **la journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles**.

Des services publics sans moyens, c'est aussi des **femmes et des enfants en danger**. Soyons-y nombreux·ses : c'est une étape pour **renforcer le mouvement**.

Puis le **mardi 1er décembre**, jour de la "revalorisation" du SMIC, nous passons à la vitesse supérieure : **grève et manifestations** à l'appel d'une intersyndicale de France Travail, et de toutes les organisations de la fonction publique.

Le 1er décembre, soyons créatif·ves avec nos mobilisations et revendications : **Grèves**, **manifestations**, **pancartes**, **débrayages** d'une heure ou plus dans la journée.
Coordonnons nous, organisons nous, discutons, pensons demain et gagnons !

On ne gagnera rien en attendant. Les salaires ne rattrapent les prix que lorsque nous nous mobilisons. Le 1er décembre, tous·tes en grève !

